Des ressources pour l'évaluation
Des repères pour l'action

QUARTIERS DU MONDE

Etude préalable et participative réalisée avec l'appui du F3E pour QUARTIERS DU MONDE

SYNTHESE

Rapport final et annexes – 291Ep

Femmes du Monde : un réseau de protagonistes solidaires

26 septembre 2011

Auteur-e-s :
Bazan Ada - Resimont Natalia – Souleymane Faye Alassane – Trujillo Pilar

Quartiers du Monde
43, Rue Oued Sebou – Agdal
Rabat – Maroc
Tél : + 212537770419
Mail : qdm@quartiersdumonde.org
Site web :
www.quartiersdumonde.org

Table de matières

1. Présentation 3

1.1 Objet de l'Etude Préalable et Participative « Femmes du Monde » 3

1.2 Les acteur-e-s de l'Etude 3

2. La participation au service de l'empowerment 6

3. Les principes d'Economie Sociale et Solidaire : le positionnement des femmes. 7

4. Les cadres normatifs de l'ESS et de l'égalité de genre 9

5. Les activités économiques des femmes et leurs impacts sur leur empowerment 12

6. Approfondissement des diagnostics 15

7. Des hommes, des droits 16

8. Recommandations 17

1. Présentation

*L'**étude préalable et participative** vise à **approfondir l'analyse de dimensions innovantes d'un projet**, alors que ce projet est en cours d'élaboration et/ou en vue de préparer sa mise en œuvre. Il s'agit d'étudier la pertinence du projet envisagé, sa faisabilité ou sa pérennité*[1]

1.1 Objet de l'Etude Préalable et Participative « Femmes du Monde »

L'étude préalable et participative « femmes du monde » a eu pour objet de :

- Renforcer les capacités des facilitatrices[2] et des femmes sur les notions et réflexions de l'économie sociale et solidaire avec perspective de genre,
- Connaitre et comprendre la posture de genre des hommes de l'entourage des femmes,
- D'identifier des pistes de travail qui permettent d'intégrer les hommes dans la recherche d'alliances de genre[3].

1.2 Les acteur-e-s[4] de l'Etude

Une équipe de référent-e-s/consultant-e-s, issu-e-s du réseau Femmes du Monde, s'est mise en place sous l'appellation « comité de capitalisation ». Ce comité est composé de deux sociologues : Pilar Trujillo, spécialisée en genre, basée à Bogota, Natalia Resimont, doctorante en économie sociale et solidaire, basée à Bruxelles, et d'un pédagogue spécialisé dans la méthodologie de Recherche Action Participative, basé à Dakar, Alassane Faye.

Le comité a élaboré des outils de collecte et d'analyse de l'information, qui ont été utilisés sur le terrain par les femmes et les facilitatrices dans un souci constant d'échange et de partage avec celles-ci quant à leur utilisation.

Le comité s'est chargé d'analyser l'ensemble du matériel produit et de rédiger l'étude.

[1] Présentation de l'outil, F3E

[2] Les facilitatrices sont les animatrices des groupes, on les appelle facilitatrices dans la méthodologie de Recherche Action Participative car elles doivent faciliter la réflexion et la discussion des groupes. Faciliter la réflexion en questionnant le groupe, la discussion en utilisant d'outils d'expression autres que l'oral et l'écrit, faciliter la construction des critères justes et démocratiques dans l'organisation des groupes, faciliter la recherche en apportant les documents nécessaires ou en s'organisant pour les chercher, etc. Les facilitatrices ne sont pas toujours des professionnelles ayant une formation académique, elles peuvent aussi être des femmes des groupes avec plus d'expérience et/ou possédant un certain leadership au sein du groupe.

[3] On entend par alliances de genre, la construction des rapports égalitaires de genre qui impliquent une prise de conscience et une déconstruction de rapports de pouvoir existants (Michel Foucault, *Histoire de la sexualité*, tome III : *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976)

[4] On propose utiliser le mot acteure comme féminin d'acteur parce que le mot « acteur » est un mot qui parle de la capacité d'agir des individus et d'entités, le féminin habituel est « actrice » mais ce mot a plutôt un sens de représentation plus que d'action « agir ».

La coordination de l'Etude Préalable et Participative était conduite par l'association Quartier du Monde, Ada Bazan et Carine Troussel, basées à Rabat, étant les coordinatrices du projet et du réseau.

Michel Peraldi, a été le référent scientifique du comité, externe au réseau.

Sur le terrain, quatre entités locales du réseau ont été identifiées pour participer à l'Etude Préalable et Participative : le Centre Social Archipélia avec des femmes habitant à Belleville, Paris 20ème, le Centre Gregoria Apaza avec des groupes de femmes habitant quatre districts de El Alto à La Paz en Bolivie, le Centre Djoliba avec des femmes habitant la commune péri urbaine de Dialakorodji, à Bamako au Mali et la Ligue Démocratique des Droits des Femmes –LDDF- avec des femmes habitant le quartier Sidi Daoud à Ouarzazate au Maroc. Pour des raisons externes et financières ce dernier terrain n'a pu mener à terme l'étude préalable.

Tableau récapitulatif des entités et groupes des femmes ayant participé à l'Etude Préalable Participatif	
Bamako - Mali Deux associations des femmes à Dialakorodji, dans la périphérie de Bamako : **SUTURA** : 35 femmes **KOTOGNOGONTALA** : 41 femmes **76 femmes directement impliqués** **Les facilitatrices :** Jeanne d'Arc et Chantal	Les membres des deux groupements sont toutes des femmes mariées, âgées entre 18 et 55 ans. Elles réalisent en grande partie des activités de petit commerce. Analphabètes pour la plupart, seules cinq sur soixante-seize femmes sont alphabétisées, deux d'entre-elles sont alphabétisatrices en langue locale bamanan. Ces femmes tiennent les documents de gestion et aident fortement à la gestion des fonds. Leur effort permet aux groupements d'éviter le recours au service de certains hommes dans le domaine de la gestion. Elles sont aussi impliquées dans les actions de développement de leur milieu de vie. En politique, elles constituent la base de l'électorat comme partout ailleurs, c'est pourquoi, nous essayons d'avoir le soutien des autorités communales pour les futures activités. Sur un plan de la représentativité au niveau du Conseil communal, elles ne sont que deux femmes sur dix sept conseillers que compte la commune.
El Alto - Bolivie Quatre associations des femmes : • Amparampi 10 femmes, • Compi 15 femmes et un homme, • Kullacas 12 femmes et • Suma Pancara 35 femmes.	Les femmes ont entre 25 et 55 ans, la grande majorité des femmes sont mariées avec en moyenne 4 enfants, une minorité de femmes célibataires, séparées et de mères célibataires. La grande majorité de femmes sont issues de l'exode rural, venant des différentes provinces de la région de La Paz. Elles ont été envoyées par leurs familles lorsqu'elles étaient adolescentes (10 – 17 ans) à la recherche d'un emploi et pour aider financièrement leurs familles. Actuellement, elles

72 femmes directement impliquées **Les facilitatrices :** Karina Pardo Gallardo, accompagné d'une traductrice en Aymara.	gardent toujours un lien important avec leur famille et leur village d'origine. La grande majorité des femmes a un bas niveau de scolarité. En général elles ont suivi les premières années du premier cycle, ainsi elles savent à peine lire et écrire. Quelques unes ont réussi à terminer le second cycle. Elles préfèrent communiquer dans leur langue maternelle « l'Aymara » car elles ne parlent pas correctement l'espagnol. Leur principale activité économique est l'artisanat, qu'elles développent au sein de leur collectif. Mais 50% des femmes réalise une autre activité économique en général d'ordre commerciale, informelle dans le quartier où elles possèdent des petits commerces. Toutes ont un lien important avec l'agriculture de leur village d'origine, elles participent aux moments où la main d'œuvre est nécessaire : semence et récolte. Cette activité agricole leur apporte un petit revenu, mais les femmes le font d'avantage par « tradition », pour garder leur lien d'appartenance avec leur famille et communauté d'origine.
Centre Social Archipélia, un groupe de femmes des « **Lundis solidaires** » : 20 femmes Paris 20ème- Belleville –France **30 femmes directement impliquées** **Facilitatrices :** Karine Bague et Jennifer Quintas	Une trentaine de femmes majoritairement migrantes, originaires du Maghreb -Maroc, Tunisie, Algérie-, d'Afrique subsaharienne -Mali, Sénégal, Gambie, Guinée-, d'Asie-Chine, Sri Lanka, Bangladesh-, de France. Les femmes sont en majorité en situation de grande précarité, chômage, contrat à durée déterminée, percevant les minimaux sociaux, et parfois sans aucune ressource. Elles ont un niveau d'études hétérogène, la majorité suit des cours de post-alpha ou de FLE (Français Langue Etrangère), tandis qu'un tiers a été à l'école primaire.
168 femmes directement impliquées	

2. La participation au service de l'empowerment[5]

« *Si les femmes occupent une place centrale dans la recherche sur les multiples facteurs qui déterminent leurs conditions de vie, elles seront protagonistes de la transformation sociétale*[6] »

L'empowerment individuel constitue l'une des plus importantes bases du travail sur le genre, Elle souligne le caractère prioritaire du renforcement de la confiance en soi et de la capacité à faire ses propres choix de vie. La méthodologie de la recherche-action-participative (RAP) est en relation directe avec l'empowerment : les femmes arrêtent d'être des "sujets d'étude" pour devenir acteures de leurs découvertes individuelles dans des scénarios collectifs. La recherche-action, permet aux femmes de recueillir et d'analyser l'information sur un problème vécu dans le but de planifier une action pour faire face à ce problème. Elle devient participative dès lors que les femmes qui vivent l'expérience du problème sont celles-là même qui mènent la recherche, formulent l'action à mettre en œuvre et contribuent dans le processus de planification, de suivi et d'évaluation.

Pour mener à bien l'étude préalable et participative, plusieurs outils ont été élaborés et appliqués : la cartographie sociale, le parcours territorial, les dynamiques de genre, les guides de conversation collective pour faciliter le débat et la compréhension des femmes aux principes de l'ESS. Ces outils méthodologiques traduits dans les langues locales en tenant compte du contexte culturel ont été ainsi adaptés par les facilitatrices. Ils ont permis aux femmes de lire leur réalité, de la comprendre et de se positionner pour pouvoir la transformer.

[5] La philosophie de « l'empowerment » a ses origines dans l'approche de l'Education populaire développée dans les années 60 par Paolo Freire (Brésil). Ce terme a été lié aux « approches participatives » utilisées sur le terrain du développement social depuis les années 70. L'empowerment est applicable à tous les groupes vulnérables, mais c'est dans le travail avec les femmes qu'il y a eu plus de production théorique et notamment par le réseau DAWN (1985) des femmes chercheures du Sud et du nord. Depuis, la notion « d'empowerment » est utilisée par les agences de coopération, de Nations Unies et la Banque Mondiale. Plusieurs sociologues ont essayé de contribuer à améliorer la compréhension du concept à travers leurs écrits : on peut citer JACQUET (1995) qui le définit comme « l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale », ou encore EISEN (1994) qui le définit « comme la façon par laquelle l'individu accroît ses habiletés favorisant l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle. D'autres parlent de processus social de reconnaissance, de promotion et d'habilitation des personnes dans leur capacité à satisfaire leurs besoins, à régler leurs problèmes et à mobiliser les ressources nécessaires de façon à se sentir en contrôle de leur propre vie (GIBSON, 1991 p. 359). Les notions de sentiment de compétence personnelle (ZIMMERMAN, 1990), de prise de conscience (KIEFFER, 1984) et de motivation à l'action sociale (RAPPOPORT, 1987, ANDERSON, 1991). Au sein du réseau Quartiers du Monde/Femmes du Monde on comprend « l'empowerment » en tant que processus/ stratégie de renforcement des capacités, de confiance et d'estime de soi, de construction d'une vision politique de la vie et du protagonisme en tant que groupe et individu pour impulser et participer au changement social.

[6] Hypothèse de départ - Réunion de planification du comité de capitalisation, Maroc- 2010

L'étude préalable et participative a été ainsi, une construction et une réalisation collective, d'abord dans l'identification de l'objet de l'étude préalable issue des diagnostics participatifs réalisés avec les femmes et leur facilitatrices[7], ensuite dans l'identification de l'échantillon de l'étude et, enfin, dans l'élaboration et l'application des outils de collecte et d'analyse de l'information.

L'empowerment n'est pas un acte, mais un processus dans lequel est engagé le projet Femmes du Monde, à travers la construction d'autonomies, de prises de conscience, d'autodétermination, de prises de décision dans leur propre vie, de transformation sociale et culturelle, individuelle et collective.

3. Les principes d'Economie Sociale et Solidaire : le positionnement des femmes.

Dans la sphère privée, l'économie fait partie de la vie de tous les jours des femmes à travers leur rôle de gestionnaire d'une partie des revenus familiaux octroyés par leur mari. Si l'on considère par exemple « l'économie des soins[8] », les soins ne sont pas reconnus comme un travail, à moins qu´on obtienne une rétribution financière en retour; par exemple ils sont reconnus lorsque les femmes prennent soin de tierces personnes comme un travail rémunéré chez d´autres familles qui demandent des services spécifiques, mais ils ne sont pas reconnus au sein de leur famille. C´est alors le fait de générer des revenus qui fait que ce type de travail est considéré comme important et non pas sa signification ou sa valeur sociale. Dans la sphère publique la technicité et le vocabulaire qui accompagnent les politiques publiques, les dossiers de demande de subvention, les formations spécifiques en économie, rendent le secteur imperméable et inaccessible aux femmes. Très souvent les femmes ne sont pas conscientes de faire de l'économie au quotidien et considèrent qu'il s'agit d'un domaine destiné aux hommes.

Sur chaque territoire les femmes et leur facilitatrices ont débattu des terminologies spécifiques au secteur économique, afin de les comprendre et de les illustrer en faisant appel à des images

[7] Sur tous les territoires du réseau -Bolivie, Brésil, Colombie, Espagne, France, Mali, Maroc et Sénégal - durant l'année 2009

[8] Nous entendons par « économie des soins » (care economy) l'ensemble des activités des soins aux personnes, réalisé par des femmes de façon non rémunéré: i) le travail dans le foyer et/ou au sein d'une communauté (maintenance d'un foyer, soins aux malades, soins aux enfants ou aux personnes âgées, travaux rémunérés) ; au temps (heures journalières) ; aux efforts pour se réalisation (incluant les risques pour la santé). L'économie des soins propose de rémunérer ce travail et de l'inclure dans les comptes nationaux pour mesurer la contribution de la femme dans le développement économique et social d'un pays.

de leur quotidien pour construire petit à petit leur posture. Ainsi les groupes ont pu avancer dans une compréhension commune au réseau « Femmes du Monde : des protagonistes solidaires » sur ce qu'elles entendent par ESS[9].

Les questions de Genre ont été transversales. Bien souvent les définitions relatives au secteur économique et admises par l'académie font fi des spécificités vécues selon le genre. Quand bien même l'être humain est placé au centre d'intérêt de l'activité économique il reste néanmoins asexué. On ne parle pas de femme et d'homme mais d'individu. Or, on ne vit pas de la même manière les opportunités économiques, les contraintes de travail, les défis face au travail, les envies, les obstacles,… si nous sommes homme ou femme. Les notions de solidarité et d'intérêt collectifs sont mises en perspective en parlant de *« processus qui amène la communauté à travailler ensemble »* [10], mais, la communauté est constituée d'hommes et de femmes qui vivent des réalités différentes. Ils doivent faire face à des besoins, des envies et des obligations différentes il est donc nécessaire d'intégrer la perspective de Genre tant au niveau des définitions des concepts que dans chacune des actions et des projets économiques afin de tenir en compte les spécificités liées aux sexes.

Les femmes du projet[11] ont construit des principes qui selon elles devraient accompagner leurs activités économiques pour qu'elles puissent être sources de transformation des relations sociales et des rôles sociaux.

Les principes auxquels les groupes de femmes du réseau adhérent sont ;

Polyvalence des membres du groupe : toutes les personnes du groupe doivent être capables de remplir les différentes étapes de la chaine de commercialisation et de production.

Transparence dans la gestion : toute l'information doit être accessible à l'ensemble des membres du groupe à tout moment.

Organisation démocratique et participative : Tous les membres du groupe ont les mêmes droits et le même pouvoir quant aux prises de décision. Une personne = une voix[12].

Nécessité d'adopter une forme légale et d'un ancrage politique : le collectif doit avoir une existence légale

9 Cfr tableau page 6 et 7

10 Donald A Dennie, Entrevue avec Ethel Côté, Directrice générale du conseil à la coopération de l'Ontario, Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire, vol. 5, n° 1, 1999, p. 18.

11 Projet « Femmes du monde des protagonistes solidaires »

12 Dans cette vision de la participation, l'étape des négociations afin de trouver des solutions communes et collectives pour l'intérêt du groupe reste à franchir.

lui permettant d'avoir accès aux aides octroyées par les Etats via les subventions, les exonérations d'impôts,… et avoir accès au marché dans son ensemble.

Solidarité entre les membres : solidarité vue comme un renforcement entre les membres du groupe et comme une entraide. Le manque de solidarité rompt les engagements et fait peser sur quelques membres toute la responsabilité de l'activité[13].

Ces principes portent un aspect moraliste et vertueux qui obligerait les acteur-e-s de l'économie sociale et solidaire, souvent issu-e-s des sphères opprimées et exclu-e-s, à faire passer l'intérêt du collectif avant l'intérêt individuel dans un système global dominé par l'individualisme. L'objectif premier devrait être la justice sociale alors qu'elle est mise à mal dans ce système dominant. Dans la suite du projet « femmes du monde : des protagonistes solidaires » futur, il faudrait trouver, avec les concerné-e-s, où se situe leur combat, jusqu'où veulent-elles/ils s'engager et si elles/ils veulent être acteur-e-s de transformation, et de quelle transformation? Il s'agit de se poser la question de la responsabilité. Pouvons-nous responsabiliser les groupes de femmes des quartiers populaires pour une telle transformation ?

4. Les cadres normatifs de l'ESS et de l'égalité de genre

Au niveau de chaque territoire, les groupes ont pris connaissances lors des ateliers des cadres normatifs d'ESS ce qui leur a permis de mettre en lumière les opportunités d'action sur chacun de leur territoire. Par la suite nous vous présentons une synthèse des contextes normatifs sur chacun des territoires.

La **Constitution Bolivienne** est entrée en vigueur en 2009, sous la présidence d'Evo Morales, premier président indigène de l'Amérique Latine. Elle a été approuvée par Referendum avec 90.24% des votants et 61,43% des inscrits. Elle contient des articles relatifs à l'égalité et l'équité entre les genres. Des lois importantes pour l'égalité Hommes-Femmes ont été promulguées.

Les groupes de femmes considèrent que certaines mesures prises par l'Etat ne favorisent pas particulièrement les femmes car trop orientée "*famille*", que la Loi est plus préventive que

13 Les postures relatives aux principes de libre adhésion, d'utilité collective ou sociale et de primauté sur l'individu et non sur le capital n'apparaissent pas de manière claire dans les informations obtenues.

répressive. Elle n'inflige pas de peine aux agresseurs. Les fonctionnaires enregistrent la plainte, conseillent et orientent un peu les femmes pour quelles rentrent à la maison sans porter plainte, si les femmes insistent dans leur plantes ils transmettent au juge qui ne sanctionne pas toujours. Les citations à comparaître des auteurs de violence sont parfois sans effet et peuvent générer encore plus de violence. Ce regard critique ne les empêche pas de reconnaître que cette Constitution est la plus avancée de toute la région latino-américaine et que de gros efforts ont été réalisés pour qu'elle puisse s'appliquer réellement. Il convient néanmoins de rappeler que les transformations culturelles n'avancent pas au rythme des législations.

A Bamako, grâce à l'action du mouvement des femmes du Mali, des progrès ont été accomplis en matière de politiques publiques même s'il semblerait qu'on soit encore loin d'une application concrète: la Constitution de 1992 évoque les principes d'égalité et de non discrimination; les articles 1 à 21 assurent des droits et libertés individuelles à tout point de vue identiques aux femmes et aux hommes; on a introduit les droits de la femme, en impulsant des réformes législatives, celle du code pénal et fiscal se réfèrent à la famille en termes de mariage, de divorce et de garde des enfants. En 2009 l'Assemblée Nationale a approuvé le Code de la Famille et des Personnes, malgré la forte résistance des leaders religieux musulmans.

Malgré l'adoption de cette nouvelle législation, on continue au Mali de respecter le "Droit coutumier" qui maintient le respect de la tradition et des coutumes. Elles limitent sérieusement la jouissance effective des droits des femmes. Au manque de volonté politique, s'ajoutent l'absence de conviction et de divulgation sur ce domaine de la part des autorités responsables à leur exécution laissant ainsi sans fondement réel les deux Plans successifs d'Action pour la Promotion de la Femme (1996-2000 et 2000-2006). María Dolores Ochoa[14], dans une analyse récente de ces politiques indique que *"ces politiques et ces Plans ont une approche verticale et sectorielle, en ce sens qu'ils considèrent les femmes comme un groupe vulnérable et responsables de l'amélioration de leurs conditions socio-économiques. Aucun*

[14] Sociologue espagnole, consultante indépendante dans les thèmes de Genre. Participante au septième Congres Ibérique des Etudes Africains, (CIEA7) avec son "Etude sur les Politiques Publiques en matière d' Equité de Genre: le cas du Sénégal et du Mali". Septembre 2010.

de ces plans ne prend en compte ni les inégalités de genre, ni la discrimination systématique faites aux femmes".

Pour sa part, Francia s'intéresse plus à certaines organisations qui existent et explicitement travaillent la question du genre ; droits des étrangers ; droit de la femme au regroupement familial, séparation de l'habitat de familles polygames ; lutte contre les violences, mutilations sexuelles et mariages forcés ; attention intégrale des mères adolescentes et attention des adolescent-e-s en formation sur les droits sexuels et reproductifs ; orientation légale et attention psycho-sociale ; accès aux droits sexuels et reproductifs pour les migrants ; attention à la santé sexuelle et reproductive des femmes : planning familial, maladie de la femme, contrôle prénatal, attention à l'accouchement, et contrôle post- natal, maladies sexuellement transmissibles ; campagnes d'information et sensibilisation à la violence faite aux femmes.

Pour ce qui est de la législation en ESS, il est important de se rendre compte que les politiques publiques, souvent inadaptées, voire inexistantes rendent difficile la mise en place d'activités économiques transformatrices permettant une réelle amélioration des conditions de vie des femmes.

La plus grande difficulté réside en l'absence des politiques publiques qui facilitent la légalisation des toutes petites entreprises (comme celles mises en place par les femmes) qui n'ont pas des bénéfices suffisants pour faire face aux coûts de la légalisation et qui ne font pas le poids face aux plus grandes entreprises qui sont régit par les mêmes contraintes. De plus cette difficulté s'accentue par la non prise en compte des besoins différenciés des hommes et des femmes face au secteur économique.

L es contextes sont très différents sur chacun des territoires. Alors que l'économie sociale et solidaire a des racines très profondes en Bolivie dont les premières formes sont les Ayllus[15] sur le territoire malien c'est un nouveau secteur qui commence seulement à trouver des espaces de réflexions et d'actions.

[15] L'ayllu est une forme d'organisation basée sur des liens ethniques et de parenté. La terre constitue son lien social, elle est un bien commun de même que le bétail et les outils de production, et le travail se fait en collectivité. Cet esprit coopératif se traduit également par un profond respect de la dignité des personnes et des rapports humains : les populations andines sont attachées au suma qamaña, le « vivre bien », qui défend les principes de la vie communautaire comme la solidarité, la réciprocité et l'égalité. L'économie solidaire n'est donc pas une thématique étrangère aux cultures ancestrales boliviennes. Rapport de El Alto ; Ambiente Barrial.

Les groupes de Bolivie et de France comptent sur des politiques publiques relativement pertinentes. Il existe des initiatives d'Etat comme des subventions, des facilités fiscales… Elles offrent des opportunités d'action aux acteur-e-s de l'ESS. Sur ces territoires, le grand défi reste l'opérationnalisation des politiques publiques. Sur les trois territoires, il existe un tissu associatif actif. Il travaille en réseau et milite pour faire avancer ces politiques publiques.

Il serait intéressant pour le futur projet que chaque équipe puisse être en contact avec le réseau associatif d'ESS[16] présent sur son territoire (quand il existe) afin d'y trouver un appui technique, une source de savoir et des alliés militants leur permettant d'affiner leurs activités économiques et comprendre l'impact de leurs activités économiques tant au niveau des leur qualité de vie qu'au niveau de leurs relations de genre.

5. Les activités économiques des femmes et leurs impacts sur leur empowerment

Tous les groupes de femmes du projet « femmes du monde » effectuent de petites activités dans le secteur informel, générant peu de revenus.

A El Alto, (Bolivie) : les quatre groupes de femmes sont actifs dans le secteur du tissage. Elles fabriquent des chaussons en laine, des châles, des vêtements,… Les conditions de travail sont difficiles et inadaptées : manque de locaux pour leur production, danger concernant utilisation de produits chimiques. Pour ces groupes de femmes, les intérêts à s'organiser en groupe de production formel sont multiples : possibilité de formation, avoir accès aux subventions d'Etat, à la sécurité sociale (santé), etc. Cette formalisation offrirait aux femmes une visibilité quant à leur travail domestique et une reconnaissance de leur travail productif. Ces apports économiques sont souvent non comptabilisés dans les économies des ménages, ni des Etats. Il serait nécessaire que le projet « femmes du monde », au niveau de El alto, puisse accompagner le travail de plaidoyer effectuer par l'entité partenaire locale, Gregoria Apaz, pour que la valorisation du travail des femmes au sein de leurs foyer puisse être comptabilisé dans les économies des ménages et des états.

[16] Par réseau associatif nous entendons le regroupement des différentes associations sur un territoire donné travaillant sur une problématique semblable. Ce réseau peut être légalisé et reconnu où il peut être informel. Dans ce cas ci nous nous referions à l'ensemble des associations travaillant sur l'ESS.

A Belleville : un seul groupe d'une quinzaine de femmes n'a pas de statut propre. Les activités économiques collectives de ce groupe sont ponctuelles. Elles concernent essentiellement des services de traiteur lors des fêtes d'écoles, des fêtes de quartiers. Il est important de souligner que l'objectif premier des femmes participant aux « Lundis solidaires » est de rompre avec le quotidien et de partager un moment agréable entre femmes.

A Dialakoloji (Bamako-Mali), les activités économiques des groupes de Sutura et de Kotognogontala sont : une tontine, des activités d'entraide, des formations, la vente de pagnes, la location du matériel pour les mariages. Les femmes participent aux réunions d'autres groupes de femmes du quartier pour une plus grande solidarité.

Les différents débats menés sur chaque territoire révèlent que le revenu des activités économiques des femmes transforment leurs rôles. Les femmes deviennent pourvoyeuses des ménages, elles gagnent en respect, en reconnaissance ou encore, elles ont le droit à la parole. Mais pour atteindre une transformation des rapports entre les femmes et les hommes un travail sur le Genre doit être fait avec les groupes. Dans le futur projet de « Femmes du Monde » il serait nécessaire de continuer et approfondir le travail sur les transformations possibles des rôles qui peuvent découler des activités économiques des femmes.

Le fait que la femme devienne, au même titre que son mari/conjoint, pourvoyeuse du ménage grâce aux revenus de son activité économique est la première transformation de rôle conquise par les femmes de l'étude. Il se peut même que dans une famille la femme soit seule pourvoyeuse. Or, une des bases du pouvoir, source de domination, octroyé à l'homme est liée à sa capacité d'apporter de l'argent au foyer. Néanmoins, nous avons constaté que le nouveau rôle de pourvoyeuse n'octroie aux femmes aucun pouvoir leur permettant d'entrer dans des rapports plus égalitaires, en termes de prise de décision, avec les hommes de leur entourage. Les raisons peuvent être cherchées dans le fait que les hommes et les femmes ne sont pas conscients de ces transformations ni de ce qu'elles remettent en question. Il est nécessaire que dans le futur projet « Femmes du monde » ces questions soient traitées avec les groupes des femmes.

Néanmoins les femmes reconnaissent que depuis qu'elles ramènent de l'argent, leur famille leur octroie une reconnaissance, un statut différent et des nouveaux droits, notamment, le droit à la parole. Mais il est important dans le futur projet de parcourir le chemin qui reste pour que les femmes aient le droit à la prise de décision. Il ne suffit pas d'augmenter les revenus

apportés par les femmes dans leur famille, il faut les renforcer, et les accompagner dans le développement de leurs capacités de négociation et l'augmentation de leur estime personnelle, ce qui les amènerait à rééquilibrer le rapport de force avec les hommes.

Pour ce faire il est important de comprendre que la **notion de « Pouvoirs »** est liée aux notions de **capacité de prendre une décision** (pouvoir de), aux **rapports de domination** ou de subordination (pouvoir sur) et aux **rapports de solidarité** et de **capacité de s'organiser** pour négocier et prendre des décisions collectives (pouvoir avec). A travers un processus d'empowerment[17], nous pouvons partager le pouvoir de manière plus égalitaire et acquérir ces différents types de pouvoirs : les activités économiques permettent aux femmes d'acquérir le « pouvoir de ». Ainsi, une activité économique ne suffit pas à elle seule à l'empowerment des femmes. Elle doit être accompagnée d'autres initiatives[18] permettant d'acquérir le « pouvoir sur » et le « pouvoir avec ». Seule l'acquisition de ces différents pouvoirs permettra aux femmes d'être suffisamment outillées pour pouvoir sortir de leur condition de subordination.
Nous constatons que les femmes utilisent leurs activités économiques pour construire leur empowerment ; elles reconnaissent leur travail et demandent la **reconnaissance d'autrui.** Au niveau des groupes de femmes à El Alto, nous constatons un réel désir de transformation des relations de subordination à travers une organisation interne des groupes sur la base d'une démocratie participative.

Pour Bamako, le leadership féminin est moins transformateur. Les femmes exercent entre elles une hiérarchisation de subordination où les femmes âgées, avec enfant ont davantage de pouvoir. Les célibataires n'ont pas leur place dans le groupe. Il est important de se rendre compte que ce n'est pas parce que nous sommes des femmes que notre leadership sera naturellement plus égalitaire et incluant. Il serait intéressant que dans un projet futur que cette problématique puisse être traitée. Quels types de leaderships féminins sont crées suite à un travail d'empowerment des femmes?

Il est important de considérer les activités économiques des femmes comme un outil permettant leur accompagnement dans le processus d'empowement individuel et collectif. Il faut construire un leadership collectif et des gains collectifs qui bénéficient aussi bien au groupe qu'à chaque individu. Il s'agit d'amener le groupe à questionner son positionnement et

[17] Par processus d'empowerment on entend le travail de renforcement de l'estime de soi, de renforcement de capacités, de renforcement économique qui permettre une capacité de prise de décision.

[18] Par exemple : des actions qui renforcent l'estime de soi, des ateliers sur l'accès aux droits, de l'alphabétisation,…

à faire des choix quant au type de rapports sociaux qu'il veut mettre en place. Pour ce faire il faut questionner l'exercice des pouvoirs au sein des groupes des femmes. Il est important de visualiser si nous nous trouvons face à des leaderships démocratiques et participatifs, où si au contraire nous sommes dans des logiques de gouvernance qui reproduisent les subordinations patriarcales.

6. Approfondissement des diagnostics

Dans l´étude, l´analyse approfondie n'est pas abordée de la même manière dans chaque ville à cause des différences régionales et culturelles. Les femmes travaillent sur des thématiques telles que la polygamie, le mariage forcé, les grossesses précoces ; elles dévoilent les difficultés auxquelles les femmes doivent faire face : on construit les liens entre le pouvoir, la violence, les droits sexuels et reproductifs, la santé, les discriminations, dans l´analyse du genre.

Les groupes reconnaissent **les discriminations** contre les hommes et les femmes dans la société : ils énoncent les difficultés provenant de l´inégalité sociale à laquelle les femmes sont confrontées ainsi que leurs époux, leurs enfants (garçons et filles). Leurs réflexions parlent d´exclusion, de chômage, d'informalité, d'auto-emploi, de survie, de pauvreté et misère, de rêves, de changement et de transformation. Elles souffrent des discriminations à cause de la pauvreté extrême; elles souffrent également des conséquences de cette pauvreté en matière de bien être social, notamment en ce qui concerne le travail.

Les femmes élaborent peu à peu cet ensemble de notions dont elles comprennent les implications. Des processus de ce genre mènent peu à peu à la construction d'êtres plus autonomes à travers la parole, la reconnaissance dans le milieu collectif et l´identification en tant que femmes. Les facilitatrices et les femmes sont arrivées également à une autre conclusion: **elles ont reconnu que les inégalités entre les femmes et les hommes sont un produit social et non pas biologique, et que par conséquent, ces inégalités ne sont pas naturelles.**

Au cours des diagnostics FDM **les droits sexuels et reproductifs** ont été un sujet tabou. Nous avions mentionné lors de la 1ère réunion du comité de capitalisation de l´Etude Préliminaire et Participative qu´on ne réussit pas à faire disparaître l´idée de « *la honte qui salit l´esprit de la femme lorsqu´on parle de sexe*".

Les sujets liés à la **liberté de décision et à l´autonomie,** comme celui du libre arbitre – lié aux libertés non seulement collectives mais individuelles - sont abordés dans toutes les villes, dans des conversations traitant des mariages forcés, produits des arrangements entre familles

7. Des hommes, des droits

A Belleville et El Alto, les hommes considèrent la reconnaissance des droits humains comme un devoir que la société et l'Etat doivent réaliser. Certains d'entre eux identifient l'existence des droits spécifiques des femmes. A Bamako, les hommes disent reconnaître de tels droits, mais ils attribuent aux femmes l'absence d'application et l'échec de l'Etat et de la société.

L'étude permet d'observer les représentations et les stéréotypes de genre, ce que l'on considère « *typiquement masculin* ». A El Alto, on parle de l'exercice du pouvoir dans ses aspects les moins démocratiques et du pouvoir que les hommes tirent du fait d'être la source de revenus et les « fournisseurs ». Certaines habiletés concernant l'utilisation de technologies sont associées aux activités et aux caractéristiques masculines. La majorité des hommes de l'entourage, participant au diagnostic, considèrent les « liens affectifs » davantage comme des conquêtes sexuelles qu'emprunt de sentiments. D'une certaine façon, ces derniers se remettent en question et reconnaissent que leurs représentations de ce qui est masculin et de ce qui est féminin constituent une limite au développement personnel.

A Belleville et El Alto, les hommes reconnaissent que les activités des hommes et des femmes ont progressivement changé dans la société et qu'aujourd'hui, on ne peut pas dire que leurs rôles soient très fixes : dans la conjoncture actuelle, les hommes, tout comme les femmes, travaillent et subviennent aux besoins de leur foyer; certains hommes restent même chez eux car ils n'ont pas d'emploi, tandis que les femmes travaillent. Ils considèrent que le changement des mentalités et des comportements est principalement dû à l'éducation. Ils parlent des droits, leur histoire et leur évolution, et déclarent que les hommes et les femmes bénéficient des mêmes droits. Au fur et à mesure que les discussions se poursuivent, ils s'accordent sur le fait qu'il existe des droits spécifiques aux femmes. De même, ils reconnaissent que les droits sont rarement respectés.

Sur les territoires de El Alto et de Paris, les hommes participants à l'étude, jugent inacceptable les violences à l'égard des femmes. A Belleville spécialement la mutilation génitale féminine, et les viols. Ils considèrent qu'il faut les dénoncer, les combattre et sensibiliser la population.

L'étude montre l'importance de mettre un terme à la résistance des hommes, de les familiariser au travail réalisé avec les femmes sans établir de « politique de choc », mais en dialoguant tout en adoptant une approche respectueuse et pédagogique, ainsi qu'en défendant constamment les intérêts stratégiques, les droits et l'égalité des genres. Cette invitation à réfléchir faite aux hommes les encourageait également à remettre en question ce qu'ils ont toujours considéré comme immuable.

8. Recommandations

Une série de recommandations peuvent être faites permettant de guider la suite des processus entrepris sur chaque territoire.

1. Renforcement des capacités

Pour les groupes des femmes

Etant donné que les groupes de femmes sont hétérogènes et que les niveaux de compétences et les envies des femmes sont différents, il est important de respecter la notion de bénéfice différencié.

Pour les territoires de Paris-Belleville et Bamako les demandes en formations sont : compréhension des terminologies de base d'ESS, techniques de commercialisation, familiarisation avec les outils de comptabilité, amélioration de la qualité des produits, technique d'étude de marché et techniques de gestion.

Pour les facilitatrices/teurs

Afin d'assurer l'accompagnement des groupes des femmes dans la réalisation de leur projet d'ESS, les facilitatrices doivent pouvoir compter sur un renforcement de capacités.

La coordination internationale devra faire face aux demandes de formation provenant des facilitatrices, soit en organisant les séances formatives soit en identifiant au niveau local les espaces formatifs auxquels elles pourraient faire appel.

Pour les territoires de Paris-Belleville et de Bamako, il a été identifié un besoin de formation aux concepts de base de l'ESS. Il a souvent été difficile pour les facilitatrices de comprendre le vocabulaire utilisé dans les articles proposés, dans les outils réalisés. Pour l'ensemble des

territoires, il serait aussi intéressant que les facilitatrices puissent compter sur une formation sur la gestion de conflits.

2. **Orienter d'avantage les visites sur le terrain sur un travail d'ESS, consolider les liens avec les partenaires stratégiques locaux de genre et ESS (Paris-Belleville et Bamako).**

La coordination internationale, à chaque mission d'accompagnement effectué, doit planifier clairement un temps de travail pour l'axe d'ESS, elle devrait planifier des séminaires, des rencontres locales,…sous la thématique d'ESS. Il serait nécessaire que la coordination internationale puisse aller, avec les facilitatrices, à la rencontre des partenaires potentiels sur les territoires. Lorsqu'une demande de formation est formulée par les facilitatrices et/ou le groupe de femmes, la coordination aurait pour tâche, en accompagnement, la prospection, l'identification des possibilités quant à la réalisation des formations demandées.

3. **Il est important que l'ensemble des acteur-e-s du réseau FDM continuent dans la construction de la posture du réseau face à l'ESS avec Perspective de Genre (Tous les territoires)**

4. **Il est indispensable que l'ensemble des acteur-e-s du réseau FDM considèrent le projet d'ESS avec PG des équipes comme un processus (Tous les territoires) qui nécessite du temps et des moyens financiers.**

5. Au niveau du travail sur le terrain, il faut apporter des réponses concrètes aux femmes victimes de violence (maltraitance physiques, émotionnelles et/ou psychologiques) en identifiant et orientant les cas vers des centres publics ou privés qui offrent assistance juridique, psycho-social ou en soins de santé.